Photo : pierre matgé

De gauche à droite : René Hubsch, Mario Castegnaro, Jean Hamilius, Marco Schroell et Camille Dimmer, les «anciens» de la Chambre.

Les «anciens» informés sur la crise

L'Association des anciens députés rassemble 80 membres. Camille Dimmer, le président, compte sur de nouveaux membres, «du sang frais», après les élections législatives.

Pierre Gramegna, le directeur de la Chambre de commerce, était l'invité de la réunion annuelle de l'Association des anciens députés (AAD) au Cercle Munster.

De notre journaliste
Jean Rhein

Pour devenir membre de l'AAD, il ne faut pas être nécessairement «député honoraire». Le fait d'avoir appartenu à la Chambre suffit pour adhérer à ce club sympathique, où les «anciens» se rencontrent périodiquement pour débattre des questions d'actualité et visiter le pays. Plus d'un a été «ancien député», tel Aloyse Bisdorff, avant de retourner une nouvelle fois comme député actif au «Marché-aux-Herbes». Ce dernier n'a pas voulu dévoiler, hier à midi, au *Quotidien* s'il se représentait pour un mandat national ou européen sur les listes de son parti. D'autres, qui étaient présents hier, sont de nouveau candidats, à l'image des libéraux John Schummer et Marco Schroell.

Camille Dimmer, le président de l'AAD, se réjouit des prochaines élections législatives qui apporteront du «sang frais» dans les rangs de l'association. Il occupe la fonction, pour une période de deux ans, de président de l'Association européenne des anciens parlementaires, qui tiendra cette année son congrès au Grand-Duché.

Hier, l'invité de l'AAD a été Pierre Gramegna qui a présenté la synthèse magistrale de l'interprétation de la crise faite par la Chambre de commerce. Le directeur de l'institution, qui représente d'office le «commerce», c'est-à-dire les secteurs bancaire, des services et de l'industrie («toute l'économie sauf l'agriculture et l'artisanat») s'est étendu sur trois défis : la diversification économique, le capital à risque et le capital humain.

Pierre Gramegna : «Travailler plus»

Pierre Gramegna ne se lance pas dans les polémiques soulevées par les propos du président Sarkozy - du genre «Travailler plus pour gagner plus» ou «Travailler plus pour vivre mieux». Il constate tout simplement que dans ce pays qui n'a que 450 000 habitants et dans lequel 356 000 postes d'emploi existent, grâce à 150 000 frontaliers, il «faudra, tout simplement, travailler plus», à l'avenir.

Quelques questions ont été soulevées par René Hubsch, François Colling et Aloyse Bisdorff, elles ont conduit à des réflexions sur un problème primordial dans le contexte de la crise actuelle, celui de la création d'un nouvel ordre monétaire mondial. Les anciens députés se sont interrogés sur le rôle que la Chine assumera à l'avenir en matière monétaire. Jusqu'à présent les planches à imprimer le dollar américain étaient le facteur prépondérant dans les relations internationales monétaires. Y aura-t-il un nouveau Bretton Woods, dans un avenir proche. Quelle que soit la couleur politique des «anciens», un consensus s'est établi, hier, autour de la constatation du bienfait de l'existence de l'euro. De toute façon, les bases de l'ordre monétaire mondial de l'avenir ne seront plus celles du monde contemporain.